

Art. 5. In artikel 63 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van § 1, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 januari 2015, worden de woorden « op 1 januari 2015 is vastgesteld op 46.629.349 euro » vervangen door de woorden « op 1 januari 2016 is vastgesteld op 42.916.349 euro »;

2° in het eerste lid van § 2, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 januari 2016, worden de woorden « op 1 juli 2015 is vastgesteld op 84.680.395 euro » vervangen door de woorden « op 1 januari 2016 is vastgesteld op 109.308.935 euro »;

3° in § 3, 1°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 januari 2015, worden de woorden « 1.641.410 euro » vervangen door de woorden « 41.841.410 euro (waarde 1 januari 2016). ».

Art. 6. Artikel 72 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 januari 2015, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2016.

Art. 8. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 mei 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mme M. DE BLOCK

Art. 5. Dans l'article 63 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er} du § 1^{er}, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 8 janvier 2015, les mots « au 1^{er} janvier 2015 à 46.629.349 euros » sont remplacés par les mots « au 1^{er} janvier 2016 à 42.913.349 euros »;

2° dans l'alinéa 1^{er} du § 2, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 26 janvier 2016, les mots « fixé au 1^{er} juillet 2015 à 84.680.395 euros » sont remplacés par les mots « fixé au 1^{er} janvier 2016 à 109.308.935 euros »;

3° dans le § 3, 1°, inséré par l'arrêté royal du 8 janvier 2015, les mots « 1.641.410 euros » sont remplacés par les mots « 41.841.410 euros (valeur 1^{er} janvier 2016). ».

Art. 6. L'article 72 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 8 janvier 2015, est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2016.

Art. 8. Le ministre qui a les Affaires sociales et la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 mai 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202819]

12 MAI 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon instituant un Comité de suivi de l'organisme payeur, précisant l'exercice des compétences de ce dernier en matière de contrainte, et habilitant le Ministre de l'Agriculture afin de déterminer la procédure de désignation et de suivi d'organismes délégués

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune, et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 20 et 87, § 1^{er} ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4 et D.253;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2013 désignant l'organisme payeur de Wallonie pour les Fonds FEAGA et FEADER, et instituant un Comité de suivi de l'organisme payeur de Wallonie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 janvier 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 février 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 18 février 2016;

Vu le rapport du 18 février 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.183/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 avril 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

2° Organisme délégué : personne à laquelle l'organisme payeur a délégué les missions qui lui sont conférées par la réglementation européenne;

3° le règlement n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 : le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique Agricole Commune, et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil relatifs aux Fonds européens pour l'agriculture FEAGA (Fonds européen agricole de la garantie) et FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural);

4° le règlement n° 907/2014 du 11 mars 2014 : le Règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro.

Art. 2. Le Comité de suivi de l'agrément de l'organisme payeur, dénommé ci-après "le Comité", institué conformément à l'article D.253 du Code est composé :

- 1° du Ministre ou son représentant;
- 2° du Ministre de la Fonction publique ou son représentant;
- 3° du Ministre du Budget ou son représentant;
- 4° du Ministre-Président ou son représentant;
- 5° de l'Inspecteur des Finances en charge de l'agriculture;
- 6° du directeur général de l'Administration au sens de l'article D.3, 3°, du Code ou son représentant.

Le Ministre ou son représentant préside le Comité.

Le Comité élabore son règlement d'ordre intérieur, tel qu'approuvé par le Ministre.

Art. 3. Le Comité se réunit au minimum deux fois par an et :

- 1° examine le respect des conditions d'agrément de l'organisme payeur de Wallonie;
- 2° propose des mesures correctrices à l'autorité compétente lorsqu'il constate un non-respect des conditions d'agrément;
- 3° fait rapport auprès de l'autorité compétente sur les activités de l'organisme payeur de Wallonie.

Art. 4. Le Ministre détermine les procédures et conditions de désignation et de suivi des organismes délégués.

Art. 5. La contrainte visée à l'article D.259 du Code est visée et rendue exécutoire par le responsable de l'organisme payeur de Wallonie, visé à l'article D.254, § 1^{er}, du Code, et est décernée par le receveur chargé du recouvrement.

Art. 6. La contrainte mentionne :

- 1° le nom et prénom du débiteur;
- 2° le domicile, ou le siège social, ou, à défaut, un siège d'exploitation du débiteur;
- 3° le montant dû, distinguant le capital, les intérêts et les accessoires;
- 4° le fait que la contrainte est exécutoire sans formalité ni rappel;
- 5° une copie du texte de l'article D.260 du Code wallon de l'Agriculture;
- 6° la motivation;
- 7° le numéro de compte sur lequel le paiement est effectué.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2013 désignant l'organisme payeur de Wallonie pour les Fonds FEAGA et FEADER, et instituant un Comité de suivi de l'organisme payeur de Wallonie, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 11 septembre 2014 et du 8 octobre 2015, est abrogé.

Art. 8. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 mai 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/202819]

12. MAI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einrichtung eines Ausschusses zur Überwachung der Zahlstelle, zur Erläuterung der Ausübung ihrer Zuständigkeiten in Sachen Zwangsbeitreibung, und zur Ermächtigung des Ministers für Landwirtschaft im Hinblick auf die Festlegung des Verfahrens zur Bestimmung und Überwachung von beauftragten Stellen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 907/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Zahlstellen und anderen Einrichtungen, die finanzielle Verwaltung, den Rechnungsabschluss, Sicherheiten und die Verwendung des Euro;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20 und 87 § 1;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4 und D.253;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2013 zur Bestimmung der Zahlstelle für die Wallonie für die Fonds EGFL und ELER und zur Einrichtung eines Ausschusses zur Überwachung der Zahlstelle für die Wallonie;

Aufgrund des am 26. Januar 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Februar 2016 erklärten Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 18. Februar 2016 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 18. Februar 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 18. April 2016 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 59.183/4, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

2° Beauftragte Stelle: die Person, die die Zahlstelle mit den Aufgaben beauftragt hat, die ihr nach europäischem Recht obliegen;

3° Verordnung Nr. 1306/2013 vom 17. Dezember 2013: die Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates über die europäischen Fonds für Landwirtschaft EGFL (Europäischer Garantiefonds für die Landwirtschaft) und ELER (Europäischer Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums);

4° Verordnung Nr. 907/2014 vom 11. März 2014: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 907/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Zahlstellen und anderen Einrichtungen, die finanzielle Verwaltung, den Rechnungsabschluss, Sicherheiten und die Verwendung des Euro.

Art. 2 - Der nach Artikel D. 253 des Gesetzbuches eingerichtete Überwachungsausschuss für die Zulassung der Zahlstelle, im Folgenden "der Ausschuss" genannt, setzt sich zusammen aus:

1° dem Minister oder dessen Vertreter;

2° dem Minister für den öffentlichen Dienst oder dessen Stellvertreter;

3° dem Minister für Haushalt oder dessen Stellvertreter;

4° dem Minister-Präsidenten oder dessen Stellvertreter;

5° dem für die Landwirtschaft zuständigen Finanzinspektor;

6° dem Generaldirektor der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches oder dessen Stellvertreter.

Der Minister oder dessen Stellvertreter nimmt den Vorsitz des Ausschusses wahr.

Der Ausschuss erstellt seine eigene allgemeine Dienstordnung so, wie sie vom Minister genehmigt wurde.

Art. 3 - Der Überwachungsausschuss tritt mindestens zweimal im Jahr zusammen und:

1° überprüft die Einhaltung der Zulassungsbedingungen der Zahlstelle für die Wallonie;

2° schlägt der zuständigen Behörde Abhilfemaßnahmen vor, wenn er feststellt, dass die Zulassungsbedingungen nicht eingehalten werden;

3° erstattet Bericht bei der zuständigen Behörde über die Aktivitäten der Zahlstelle für die Wallonie.

Art. 4 - Der Minister legt die Verfahren und Bedingungen zur Bestimmung und zur Überwachung der beauftragten Stellen fest.

Art. 5 - Der in Artikel D.259 des Gesetzbuches genannte Zahlungsbefehl wird von dem in Artikel D.254 § 1 des Gesetzbuches erwähnten Verantwortlichen der Zahlstelle für die Wallonie abgezeichnet und für vollstreckbar erklärt, und von dem Einnehmer, der mit der Beitreibung beauftragt ist, erlassen.

Art. 6 - Der Zwangsbefehl enthält folgende Angaben:

1° Namen und Vornamen des Schuldners;

2° Wohnsitz bzw. Gesellschaftssitz oder andernfalls einen Betriebssitz des Schuldners;

3° geschuldete Summe mit getrennter Angabe des Kapitalbetrags, des Zinsbetrags und der Nebenkosten;

4° die Tatsache, dass der Zwangsbefehl ohne Formalität oder Mahnung vollstreckbar ist;

5° Abdruck des Wortlauts von Artikel D.260 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

6° Begründung;

7° Kontonummer zur Überweisung des Zahlungsbetrags.

Art. 7 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2013 zur Bestimmung der Zahlstelle für die Wallonie für die Fonds EGFL und ELER und zur Einrichtung eines Ausschusses zur Überwachung der Zahlstelle für die Wallonie, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 11. September 2014 und vom 8. Oktober 2015, wird aufgehoben.

Art. 8 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Mai 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/202819]

12 MEI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot instelling van een Opvolgingscomité voor het betaalorgaan, tot bepaling van de uitoefening van de bevoegdheden ervan inzake dwangschrift, en waarbij de Minister van Landbouw ertoe gemachtigd wordt de aanwijzings- en opvolgingsprocedure van gemachtigde instellingen te bepalen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk Landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG), nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 907/2014 van de commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de betaalorganen en andere instanties, het financieel beheer, de goedkeuring van de rekeningen, de zekerheden en het gebruik van de euro;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 20 en 87, § 1;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4 en D.253;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2013 tot aanwijzing van het betaalorgaan van Wallonië voor de Fondsen ELGF en ELFPO en tot instelling van een Opvolgingscomité voor het betaalorgaan van Wallonië;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 januari 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 februari 2016;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 18 februari 2016;

Gelet op het rapport van 18 februari 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 59.183/4 van de Raad van State, gegeven op 18 april 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het Wetboek : het Waalse landbouwwetboek;

2° Gemachtigde instelling : persoon aan wie het betaalorgaan de opdrachten heeft overgedragen die bij de Europese reglementering aan bedoeld orgaan zijn toegewezen;

3° Verordening nr. 1306/2013 van 17 december 2013 : Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad met betrekking tot de Europese fondsen voor landbouw ELFG (Europees Landbouwgarantiefonds) en ELFPO (het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling);

4° Verordening nr. 907/2014 van 11 maart 2014 : de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 907/2014 van de commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de betaalorganen en andere instanties, het financieel beheer, de goedkeuring van de rekeningen, de zekerheden en het gebruik van de euro.

Art. 2. Het opvolgingscomité van de erkenning van het betaalorgaan, hierna "het Comité" benoemd, ingevoegd overeenkomstig artikel D.253 van het Wetboek bestaat uit :

1° de Minister of zijn vertegenwoordiger;

2° de Minister van Ambtenarenzaken of zijn vertegenwoordiger;

3° de Minister van Begroting of zijn vertegenwoordiger;

4° de Minister-President of zijn vertegenwoordiger;

5° de Inspecteur van Financiën belast met landbouw;

6° de directeur-generaal van het Bestuur in de zin van artikel D.3, 3°, of zijn vertegenwoordiger.

De Minister-President of zijn vertegenwoordiger zit het Comité voor.

Het Comité maakt zijn eigen huishoudelijk reglement op, zoals goedgekeurd door de Minister.

Art. 3. Het Comité vergadert minstens twee keer per jaar en :

1° onderzoekt de naleving van de voorwaarden tot erkenning van het Waals betaalorgaan;

2° stelt rechtzettingsmaatregelen voor aan de bevoegde autoriteit als het vaststelt dat de erkenningsvoorwaarden niet in acht genomen worden;

3° brengt aan de bevoegde autoriteit verslag uit over de activiteiten van het Waals betaalorgaan.

Art. 4. De Minister bepaalt de procedures en voorwaarden in verband met de aanwijzing en de opvolging van gemachtigde instellingen.

Art. 5. Het dwangschrift bedoeld in artikel D.259 van het Wetboek wordt geïnterpreteerd en uitvoerbaar verklaard door de verantwoordelijke van het Waalse betaalorgaan bedoeld in artikel D.254, § 1, van het Wetboek, en wordt uitgereikt door de met de invordering belaste ontvanger.

Art. 6. Op het dwangschrift worden de volgende gegevens vermeld :

1° de naam en de voornaam van de schuldenaar;

2° de woonplaats, of de maatschappelijke zetel, of, bij gebreke daarvan, een exploitatiezetel van de schuldenaar;

3° het verschuldigde bedrag, met onderscheiding tussen het kapitaal, de interesten en accessoria;

4° het feit dat het dwangschrift uitvoerbaar is, zonder formaliteit noch herinnering;

5° een afschrift van de tekst van artikel D.260, van het Waalse Landbouwwetboek;

6° de motivering;

7° het rekeningnummer waarop het betaling wordt uitgevoerd.

Art. 7. Het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2013 tot aanwijzing van het Waals betaalorgaan voor de Fondsen ELGF en ELFPO en tot instelling van een opvolgingscomité voor het Waals betaalorgaan, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 11 september 2014 en 8 oktober 2015, wordt opgeheven.

Art. 8. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 mei 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31401]

4 MEI 2016. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende regeling van de samenstelling en de werking van de Brusselse Raad voor Dierenwelzijn

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, inzonderheid artikel 20, ingevoegd door de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming;

Gelet op artikel 8, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen;

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, inzonderheid artikels 31 en 32;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 27 januari 2016;

Gelet op het akkoord van de minister van begroting van 4 februari 2016;

Gelet op de gendertest zoals bedoeld in artikel 3, 2°, van de Ordonnantie van 29 maart 2012 houdende integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies n°58.996/3 van de Raad van State, gegeven op 29 maart 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31401]

4 MAI 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale réglant la composition et le fonctionnement du Conseil bruxellois du Bien-être animal

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l'article 20, inséré par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat;

Vu l'article 8, alinéa 1, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, en particulier les articles 31 et 32;

Vu l'avis de l'inspection des finances du 27 janvier 2016;

Vu l'accord du ministre du Budget du 4 février 2016;

Vu les test genre comme mentionnée dans l'article 3, 2° de l'Ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale

Vu l'avis n°58.996/3 du Conseil d'Etat, donné le 29 mars 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;